

RL
 LE RÉPUBLICAIN LORRAIN
 Cebra Forbach | 57A
 Mercredi 24 janvier 2024 1.60 €

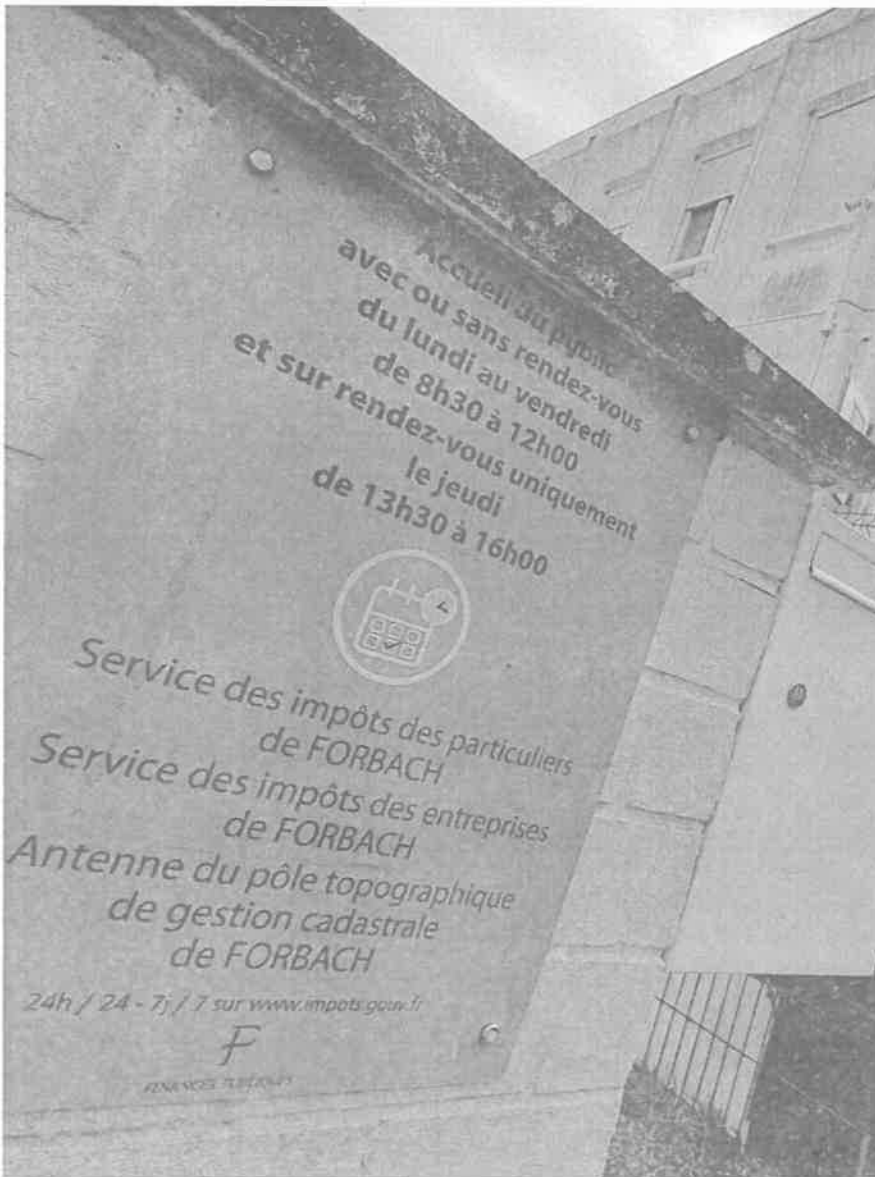
Société P.6
Quand internet permet d'aider à retrouver des proches



Photo Cedric Jacquot

Moselle-Est

Les impôts de moins en moins joignables



Saint-Avold P.4

Jeunes agriculteurs en colère au péage



Photo Melanie Courte

Moselle P.7

Deux surveillants accusés de viols sur des élèves

Freyming-Merlebach P.23

Konecta en grève contre la smicardisation



Photo Michel Levillain

FC Metz P.38

Quelle défense pour aller défier Nice?



Photo Pascal Brocard

Les Finances publiques réduisent leur présence dans les territoires. Les trésoreries ferment, des milliers de mails sont non-traités et les regroupements de services créent les bouchons devant les centres des impôts. Photo Jonathan Dreuer **Pages 2-3**

0-313545
 DEFIC
 IMPRIM'VERT*
 3 978075 401600 01220

Secteur de Sarrebourg

De moins en moins de services publics : la problématique des trésoreries

En septembre 2024, les trésoreries mosellanes auront toutes fermé leurs portes au profit de cinq centres de gestion. Les Finances publiques mettent en avant une rationalisation de l'offre de service public pour justifier cette réorganisation. Mais pour les élus locaux comme pour les particuliers, ce nouveau mode de fonctionnement est loin de faire l'unanimité.

En 2019, Gérald Darmanin, alors ministre de l'Action et des Comptes publics, annonçait un plan national pour la fermeture des trésoreries partout en France. Un plan qui a débuté en 2020 et qui va se terminer en 2024, en Moselle, avec la fermeture des trésoreries de Lorquin et Grostenquin. « Il y avait entre quarante et cinquante trésoreries dans le département. Aujourd'hui nous avons créé cinq services de gestion : à Metz, Hayange, Saint-Avold, Sarreguemines et Sarrebourg », détaille Etienne Effa, directeur départemental des Finances publiques de la Moselle.

Alors que les services de proximité en milieu rural apparaissent comme une nécessité pour beaucoup de mon-

de, à commencer par les personnes âgées et les personnes à mobilité réduite, la fermeture de ces trésoreries peut paraître contradictoire. « Un habitant de Maizières-lès-Vic, s'il a des problèmes d'impôts, il doit aller à Sarrebourg, et s'il a des problèmes de taxe foncière, il doit aller jusqu'à Metz », regrette Philippe Ostrogorski, secrétaire de Solidaires Finances publiques de Moselle.

« Le métier s'est transformé »

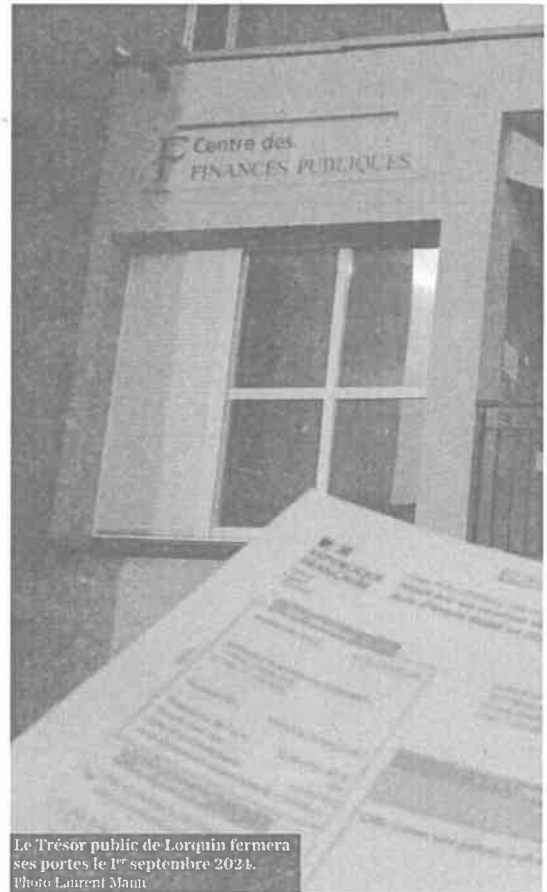
En contrepartie de la fermeture des trésoreries, des accueils de proximité ont été instaurés. Cette réforme vise à conserver une présence des Finances publiques dans les territoires tout en rationalisant l'offre de service public. « Le métier s'est transformé avec la dématérialisation, le paiement en carte bancaire et le prélèvement automatique. Les gens viennent rarement pour de la trésorerie. Ils ont besoin de nous pour le fiscal », martèle Etienne Effa. Dans cette réorganisation, complexe, Gérald Darmanin avait divisé le service : une partie détachée à 100 % pour le service des collectivités locales et pour aider les élus locaux,

et une autre partie pour les particuliers qui ont besoin de renseignements en matière de fiscalité. « Les élus ne perdent pas le service, au contraire, ils ont même des cadres dédiés », explique le directeur départemental des Finances publiques mosellanes. Les anciennes trésoreries assurent désormais des permanences.

« Pas le même service, plus les mêmes liens »

Dans le Saulnois, Jérôme Lang regrette amèrement la fermeture du Trésor public : « Je ne remets pas en cause le travail de la conseillère aux décideurs locaux, mais ce n'est plus le même service, nous n'avons plus les mêmes liens. À Dieuze, il y avait sept agents ! »

À Vergaville, c'est souvent la panique : « Quand on faisait une erreur, avec la trésorerie de Dieuze dans la journée c'était réglé. Maintenant nous devons attendre deux, trois mois. Notre fournisseur internet et téléphone nous a tout coupé parce qu'ils ne payent pas les factures. Il y a des rappels à l'ordre des artisans qui ne sont pas payés. Et nous venons de recevoir quatre mises en demeure, mais il n'y a pas de détail et on ne retrouve pas



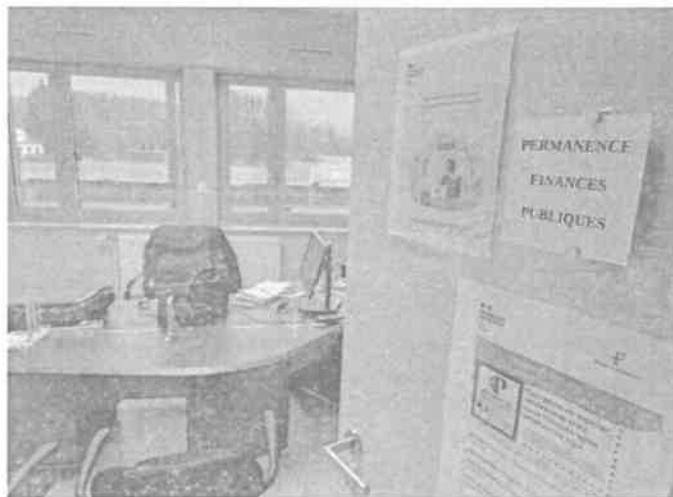
Le Trésor public de Lorquin fermera ses portes le 1^{er} septembre 2024. Photo Laurent Maul

les factures d'origine », soufflé Gérard Beck, le maire. Loin de vouloir jeter la pierre aux conseillers aux décideurs locaux, Gérard Beck souligne le manque de personnel au centre des gestions de Sarre-

bourg. « Heureusement que la conseillère est là, c'est notre seule interlocutrice. » Seulement deux agents de la trésorerie de Dieuze ont été placés à Sarrebourg.

● Lucas Desjangles

Depuis un an, la trésorerie de Bitche remplacée par des permanences



« Nous n'avons pas eu de retour en mairie, pas d'administré qui soit venu nous dire que le nouveau système ne marchait pas ». Photo Florian Chambon

Le 31 janvier 2022, la trésorerie de Bitche fermait ses portes. Dix jours plus tard, trois points d'accueil du public voyaient le jour : l'un dans la commune, ouvert cinq demi-journées, deux autres à Rohrbach (trois demi-journées) et Volmunster (une demi-journée). Quatre bureaux de tabac, sur quatre communes, étaient aussi agréés pour le règlement des factures. Un an après, Benoît Kieffer, maire bitchois, revient sur cette réorganisation des finances publiques.

Pourquoi la trésorerie a-t-elle dû fermer ?

Benoît Kieffer, maire de Bitche : « L'administration fiscale a décidé de mener une restructuration des trésoreries du secteur. L'objectif était double : réduire le temps d'accueil et inclure l'intercommunalité, qui gère le bâtiment France Services où se déroule la permanence des finances publiques. Il était bien logique que cela se passe

là, au milieu d'autres services ».

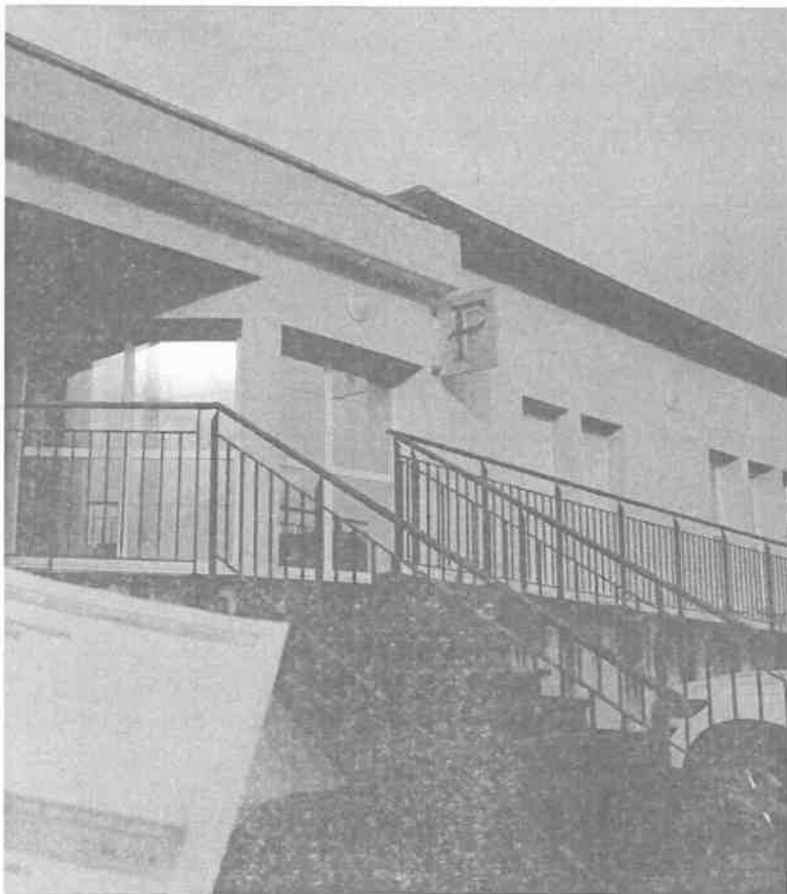
A-t-il fallu batailler pour obtenir ces créneaux d'ouverture ?

« Quand Etienne Effa, directeur départemental des finances publiques de Moselle, est venu discuter pour la première fois, il voulait réduire l'accueil à une demi-journée à Bitche. Quand il est reparti, nous étions remontés à une journée. Par la suite, avec David Suck, président de la communauté de communes, nous avons travaillé jusqu'à obtenir les horaires actuels ».

Qu'est-ce qui vous a poussés à négocier ainsi ?

« Nous souhaitions garder un service de proximité pour répondre aux besoins de la population, parce que c'est notre rôle que de les maintenir, avec une bonne amplitude. En priver les habitants, c'est s'exposer à ce qu'ils partent ».

● Propos recueillis par F.C.



La maison France services de Bouzonville, bonne remplaçante



La maison France services a déménagé, fin 2023, à l'Ecopole de Bouzonville.

Deuxième pôle de permanences en Moselle où l'on compte le plus d'usagers demandant les services des impôts en 2023, la maison France services de Bouzonville a su compenser la perte de la trésorerie publique sur son territoire. « Nous avons enregistré 550 rendez-vous et 146 demandes en cours pour l'an dernier, détaille l'un des agents de la maison France services. Nous accueillons trois permanences par semaine des Finances publiques et toutes sont sollicitées. Elles sont ouvertes à tous les habitants de la communauté de communes. »

Permanences doublées
Comme beaucoup de communes rurales, Bouzonville a perdu sa trésorerie publique en décembre 2019 lors de la réorganisation de ses services en Moselle. « Suite à cela, nous avons signé une convention

avec la direction départementale des Finances publiques pour matérialiser, par écrit, la mise en place de permanences à l'hôtel de ville, explique Arnel Chabane, le maire. Les demandes ont été fortes immédiatement. L'attente pouvait être longue pour les habitants qui souhaitaient un rendez-vous. »

Aujourd'hui, les permanences en mairie sont inattendues en plus de celles à la maison France services qui se trouve sur l'Ecopole, à la sortie de la commune. « Je regrette que l'effort fait pour les particuliers ne soit pas le même que celui pour les collectivités, indique Arnel Chabane. Nous avons, maires et élus, le sentiment d'une rupture avec ces services de l'État. En conseil communautaire, nous avons d'ailleurs pris une motion en ce sens. »

● Enlille Perrot

Des pics de fréquentation au centre des impôts de Forbach

Les services des impôts aux particuliers de Sarreguemines, Forbach et Saint-Avold ont tous été regroupés à Forbach. Conséquence directe, les files d'attente sont parfois longues, très longues. Les contribuables en ont fait les frais à deux reprises déjà l'année dernière.

Premier pic de fréquentation, au début de l'été, au moment des déclarations des biens à remplir, qui coïncidaient avec les déclarations de revenus. L'opération a été terminée avec un peu de retard, les déclarations des propriétaires ont été réceptionnées. Mais 20 % des contribuables n'auraient pas fait leur déclaration selon les syndicats. « Tous les grands comptes, les bailleurs sociaux, n'ont même pas encore été intégrés aujourd'hui », déplore Philippe Ostrogorski, secrétaire de Solidaires Finances publiques de Moselle.

● 17 postes vacants sur 50 »

Second pic de fréquentation à la fin de l'été. Des usagers ont eu besoin d'un avis d'imposition pour des démarches. Ils n'ont pas déclaré leurs revenus, car ils ne paient pas d'impôts, ils n'ont pas d'avis. Ce motif représente 15 à 20 %



Les contribuables doivent parfois prendre leur mal en patience pour accéder au centre des impôts de Forbach. Photo J. Breuer

des visites. Plusieurs dizaines de personnes ont attendu, chaque matin, devant le centre des impôts de Forbach, ne sachant même pas s'ils allaient pouvoir être accueillis. « Même si nous ne voyons plus les files d'attente, la situation ne s'est pas calmée, affirme Philippe Ostrogorski. Au niveau de nos trois sites de Forbach, Sarreguemines et Saint-Avold, nous avons, sur 50 personnes, dix-sept chaises vides. Des postes vacants, des départs à la retraite non remplacés, des promotions non pourvues, des défauts de recrutement, des longues maladies. »

● 12 000 mails non traités »

Les agents ne cachent pas leur malaise. « Avant Noël, plus de 12 000 mails n'ont jamais reçu de réponse, ils sont restés en stand-by, la direction va en supprimer, car nous ne sommes plus en capacité de répondre, dénonce le syndicaliste. Autre difficulté, fin mars ou début avril, la campagne d'impôts sur le revenu va débiter, nous allons devoir nous mettre en marche ; mais on ne sera pas à jour, on n'a même pas encore fini l'intégration des primes carburants de 2023. »

● Jonathan Breuer

Un service des impôts d'Alsace à... Forbach



Un nouveau service, qui s'occupe des entreprises du Bas-Rhin, a été créé au premier étage de l'hôtel des impôts de Forbach. Photo Jonathan Breuer

Finances publiques supprimées ne rime pas qu'avec emplois supprimés. En Moselle-Est, des trésoreries ont été fermées, des services regroupés, des postes supprimés. Mais aussi étonnant que cela puisse être, un service a aussi été créé au premier étage de l'hôtel des impôts de Forbach, dans lequel 500 000 € ont été investis. Un service des impôts des entreprises... d'Alsace.

25 agents en plus

Les 25 agents ne s'occupent pas des entreprises de Moselle (le service a été transféré à Saint-Avold), mais du Bas-Rhin. Ce qu'ils faisaient autrefois à Strasbourg, Molsheim et Haguenau est fait à Forbach. Ils traitent à distance de la

gestion des formalités après la création et la cessation d'entreprises, la mise à jour des locaux professionnels, la gestion de contentieux ou de la taxe consulaire.

L'installation de ce service répond à la volonté du gouvernement de déconcentrer les emplois des grandes villes dans de « petites » villes. 66 communes françaises, dont Forbach, profitent de l'arrivée de 2 500 emplois, soit 3 % des effectifs des finances publiques. Dans le jargon administratif, cela s'appelle la « démétropolisation ». Les petites et moyennes villes, comme Forbach, applaudissent : elles ne demandent qu'à accueillir des services d'État.

● J. Br.